



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rapport 2022–2023

du Conseil fédéral sur la participation de la Suisse au Conseil de partenariat euro-atlantique et au Partenariat pour la paix

Berne, le 07.06.2024

Table des matières

1. Aperçu	3
2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats souples	4
2.1 Sommet de l'OTAN	4
2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN	4
2.3 Rencontres OTAN des chefs d'armée	4
2.4 Consultations politiques et rencontres des ambassadeurs	5
2.5 Représentation militaire permanente et rencontres du Comité militaire	5
2.6 Formats informels de partenariat	6
2.7 Visites bilatérales et conférences	7
3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)	8
3.1 Coopération dans les domaines civils	8
3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense	8
3.1.2 Droit international humanitaire	8
3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale	8
3.1.4 Plans civils d'urgence	9
3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises	9
3.1.6 Autres activités civiles	10
3.2 Coopération dans les domaines militaires	10
3.2.1 Amélioration de l'interopérabilité militaire	10
3.2.2 Coopération dans des domaines spécifiques	11
3.2.3 Offres en matière de formation et programmes de soutien régionaux	11
3.2.4 Coopération en matière d'armement et de recherche	12
4. Activités des centres genevois	14
4.1 Centre de politique de sécurité (GCSP)	14
4.2 DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance	15
5. Annexe	17
5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse	17
5.2 « Host Nation Support » accordé par la Suisse (à partir de 20 personnes)	21
5.3 Exercices effectués dans le cadre du PPP	22
5.4 Autres manifestations	24
5.5 Finances	24
5.6 Abréviations	25
5.7 Liens	26

1. Aperçu

Le début de la guerre en Ukraine en février 2022 a brusquement changé la donne en matière de politique de sécurité en Europe. L'OTAN, ses pays membres et ses partenaires ont alors dû faire le constat que leur orientation stratégique et opérationnelle de ces dernières années ne permettait plus de faire face aux événements dramatiques se déroulant en Europe. L'Alliance a alors réagi très rapidement, concentré son attention sur l'Est et, s'acquittant pleinement de son rôle de dissuasion et de défense, ciblé directement la Russie en tant qu'adversaire d'un ordre de paix européen libre, démocratique et fondé sur des règles. Le nouveau concept stratégique adopté lors du sommet de l'OTAN de Madrid en juillet 2022 qualifiait par conséquent la Russie de principale menace pour l'OTAN et pour la paix et la stabilité dans l'espace euro-atlantique. Dans le même temps, il rappelait expressément que l'OTAN ne cherchait pas la confrontation et ne représentait aucune menace pour la Russie. Si la Russie est répertoriée comme un danger, la Chine est qualifiée de défi systémique. Les ambitions de la Chine et ses pratiques internationales venant restreindre la liberté d'action d'autres États mettent au défi la sécurité, les intérêts et les valeurs de l'OTAN.

Lors du sommet de Madrid en 2022, les Alliés se sont accordés à dire que la dissuasion à l'Est remplissait sa fonction, avec suffisamment de forces sur place et la volonté nécessaire. Les pays membres de l'OTAN ont néanmoins décidé de renforcer encore davantage les flancs Est et Sud-est de l'Alliance. Lors du sommet de Vilnius en juillet 2023, l'OTAN a confirmé ces orientations et approuvé des bases exécutoires. Les plans de défense pertinents ont ainsi été adaptés et rendus opérationnels. Avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN en avril 2023 et celle de la Suède en mars 2024, la frontière commune de l'Organisation avec la Russie a doublé de taille. Par ailleurs, la partie la plus septentrionale du territoire de l'OTAN est devenue une zone directe de dissuasion et de défense.

Le nouveau concept stratégique confirme et renforce l'engagement en faveur de l'unité, de la cohésion et de la solidarité, mais aussi de la responsabilité commune de l'alliance transatlantique en faveur de sa défense contre toute forme de menace. Le contenu des trois piliers centraux de l'organisation, à savoir *Deterrence and Defence* (Dissuasion et défense), *Crisis Prevention and Management* (Prévention et gestion des crises) et *Cooperative Security* (Sécurité coopérative) a été approfondi et adapté aux nouvelles réalités européennes et mondiales. L'Agenda 2030, qui aborde des aspects tels que le changement climatique, les femmes, la paix et la sécurité, a également trouvé l'ancrage politique requis dans ce nouveau concept. Le développement thématique de l'Alliance a ainsi été doté d'une base structurelle permettant de surmonter, au travers d'une vision globale, un environnement sécuritaire plus compétitif et incertain.

Pour la Suisse, les priorités et l'orientation de l'OTAN impactent principalement la teneur de la coopération. L'OTAN se concentre sur ses partenaires stratégiques situés à l'Est, au Sud ou sur l'échiquier mondial. Le renforcement des partenariats entretenus avec les organisations internationales, et en particulier avec l'Union européenne, a pris de l'importance. C'est dans ce contexte qu'une partenaire telle que la Suisse doit se positionner. Avec son rapport complémentaire au rapport sur la politique de sécurité (RAPOLSEC) 2021 adopté en septembre 2022, notre pays a défini un vaste éventail de coopération suscitant un vif intérêt de la part de l'Alliance. L'adoption du nouveau Programme de partenariat individualisé (*Individually Tailored Partnership Programme*, ITPP) en septembre 2023, en particulier, a marqué une étape importante en direction d'une coopération partenariale intensifiée, tant du point de vue des institutions que des contenus. Par le biais d'une coopération approfondie avec l'OTAN, la Suisse entend renforcer et développer ses propres capacités de défense pour rester une partenaire fiable, capable et autonome pour l'Alliance.

L'ITPP est un document juridiquement non contraignant qui a remplacé l'ancien Programme individuel de partenariat et de coopération (*Individual Partnership and Cooperation Programme*, IPCP). Il fixe les objectifs stratégiques de la coopération et les décline en divers buts concrets et mesurables. L'OTAN et la Suisse ont établi l'ITPP pour une période initiale de deux ans. Les objectifs stratégiques qui y figurent sont relativement vastes et concernent le renforcement du dialogue et des coopérations pratiques, le développement de l'interopérabilité et la coopération au niveau des défis sécuritaires actuels ou futurs dans un intérêt

commun. L'ITPP subdivise ces trois objectifs stratégiques en 29 objectifs de partenariat qui reflètent les intérêts communs de coopération et sont harmonisés avec la politique de sécurité et de défense de la Suisse, sans toutefois revêtir de caractère contraignant.

Dans le cadre d'un seul et même processus, l'ITPP regroupe l'ensemble des aspects de la coopération entre l'OTAN et un partenaire. Il vise à donner aux Alliés et aux partenaires une vue d'ensemble claire et simplifiée de la coopération, tout en permettant une adaptation continue de cette coopération aux particularités de chaque partenaire. S'appuyant sur ce processus, la Suisse a étendu la coopération avec l'OTAN à d'autres domaines. Parmi les objectifs cités, on trouve donc aussi désormais des thématiques telles que le contrôle des armements et le désarmement, la sécurité humaine, la coopération scientifique et technologique, la résilience, les technologies émergentes et de rupture (*Emerging Disruptive Technologies, EDT*) ou le changement climatique et la sécurité. Les objectifs de partenariat sont non seulement mis en œuvre par l'armée comme jusqu'à présent, mais aussi traités par d'autres instances au sein de l'administration fédérale (DFAE, OFPP, armasuisse).

2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats souples

2.1 Sommet de l'OTAN

Durant la période sous revue, les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN se sont rencontrés à deux reprises dans le cadre de sommets : en 2022 à Madrid et en 2023 à Vilnius. La Suisse n'a été conviée à aucune de ces rencontres. Peu après le début de la guerre en Ukraine, les chefs d'État et de gouvernement se sont également entretenus dans le cadre de visioconférences. La guerre en Ukraine était la principale motivation de ces deux sommets. Ces derniers se sont concentrés sur les mesures de défense de l'Alliance, englobant notamment une réorganisation et un renforcement sur le flanc Est avec des plans régionaux d'engagement et de défense, tout comme des mesures d'aide à l'Ukraine. En marge de ces sommets, les obstacles à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN ont été surmontés ou atténués.

2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN

Durant la période sous revue, l'OTAN a organisé plus de rencontres ministérielles que d'ordinaire, une fois encore en raison de la guerre en Ukraine. La Suisse n'a pas non plus été conviée à ces rencontres. En revanche, la cheffe du DDPS a participé en 2023, en marge d'une rencontre des ministres de la Défense à Bruxelles, à la réunion au sujet du concept de nation-cadre (*Framework Nations Concept, FNC*) sous la direction de l'Allemagne.

Il convient également de mentionner la visite de travail de la cheffe du DDPS, le 22 mars 2023, qui s'est entretenue avec le Secrétaire général Jens Stoltenberg et a participé au Conseil de l'Atlantique Nord (*North Atlantic Council, NAC*). Par ailleurs, la cheffe du DDPS avait déjà rencontré le Secrétaire général Jens Stoltenberg en marge du Forum économique mondial (*World Economic Forum, WEF*) en 2022. Cette nette augmentation du nombre de contacts entre les membres du Conseil fédéral et l'OTAN vient illustrer l'importance accrue de l'organisation dans la politique suisse de sécurité et de défense.

2.3 Rencontres OTAN des chefs d'armée

Les réunions des chefs d'armée de l'OTAN se déroulent en principe trois fois par an. Lors de ces réunions, il s'agit notamment de discuter des opérations militaires pour la promotion de paix et des missions de l'OTAN aux niveaux stratégique et opérationnel. Le début de la guerre en Ukraine en février 2022 a amené l'Alliance à remettre l'accent de façon durable sur la défense collective du territoire, ainsi que sur la nécessité pour ses membres de consacrer au minimum 2 % de leur PIB respectif aux dépenses de défense.

Du fait de sa contribution substantielle à la mission *Kosovo Force* (KFOR), la Suisse est invitée au niveau du chef de l'armée à l'une de ces réunions, en principe en début d'année (format KFOR). Ces réunions constituent des occasions uniques de s'entretenir personnellement avec les dirigeants de l'Alliance et ses membres au plus haut niveau militaire. La présence du chef de l'armée permet également de faire progresser des priorités dans le domaine de l'interopérabilité avec l'OTAN et certains alliés.

En janvier 2022, compte tenu des difficultés liées à la pandémie de COVID-19, le format KFOR a été annulé au dernier moment et le chef de l'armée ne s'est donc pas déplacé à Bruxelles.

La rencontre de janvier 2023 prévoyait à nouveau un format KFOR durant lequel fut constaté que la situation au Kosovo était politiquement bloquée avec un grand risque d'escalade. La KFOR continue à déployer d'importants efforts pour identifier à temps les tensions potentielles et prévenir toute escalade. La participation de la Suisse à la mission est saluée alors qu'au niveau national, le mandat du contingent suisse (Swisscoy) a été renouvelé par l'Assemblée fédérale en juin 2023. À cette occasion, le Parlement a prolongé l'engagement de la Swisscoy jusqu'au 31 décembre 2026 et a demandé au Conseil fédéral d'augmenter l'effectif maximal du contingent de 30 militaires pour répondre à d'éventuels besoins supplémentaires de la mission. Comme un tel besoin se manifesterait au printemps 2024, le Conseil fédéral a décidé en novembre 2023 d'augmenter l'effectif de 20 militaires.

2.4 Consultations politiques et rencontres des ambassadeurs

Au cours de la période sous revue, la Suisse a participé à deux réunions du Conseil de l'Atlantique Nord. Ces rencontres rassemblaient les Alliés et les partenaires participant à la KFOR.

En septembre 2022, la cheffe de la politique de sécurité du DDPS s'est en outre rendue à Bruxelles pour y présenter le rapport complémentaire au RAPOLSEC 2021 devant le Comité des représentants permanents adjoints (*Deputy Permanent Representatives Committee*). En juin 2023, elle a également dirigé la délégation qui a discuté du nouveau programme de coopération (ITTP) avec l'OTAN. Le chef de la division Sécurité internationale du DFAE a quant à lui effectué une visite dans le cadre d'une rencontre des quatre directeurs de la politique de sécurité des États partenaires d'Europe occidentale en décembre 2022 (cf. chap. 2.6).

2.5 Représentation militaire permanente et rencontres du Comité militaire

Le Comité militaire (*Military Committee*, MC) est la plus haute instance militaire de l'OTAN. Il soutient les processus décisionnels du Conseil de l'Atlantique Nord dans les questions militaires, et donne des directives aux deux commandements stratégiques (*Allied Command Operations*, ACO, ou Commandement allié Opérations et *Allied Command Transformation*, ACT, ou Commandement allié Transformation). Le Comité militaire est chargé de transposer les décisions et orientations politiques en directives militaires et de recommander des mesures. Les représentants militaires nationaux se réunissent généralement deux fois par semaine dans ce cadre et les chefs d'armée trois fois par an.

Durant la période sous revue, la Suisse, en tant que contributrice de troupes de la KFOR, a été invitée à quatre rencontres du Comité militaire aux côtés d'autres nations partenaires également engagées dans la KFOR. À l'occasion de ces réunions, la situation dans la zone d'engagement et un état des lieux relatif à la KFOR ont été présentés et discutés. Pour les nations partenaires, l'accès aux formats de l'OTAN s'est généralement restreint pour se concentrer sur les domaines dans lesquels les partenaires s'impliquent activement. La nette distinction opérée entre Alliés et partenaires et l'orientation manifeste de l'OTAN sur la dissuasion et la défense se sont traduites par des contacts officiels moins nombreux.

Au-delà des réunions avec les nations contributrices de troupes KFOR, les représentants militaires nationaux du groupe informel de conseil sur l'interopérabilité des partenaires

(*Partner Interoperability Advocacy Group*, PIAG) ont été invités fin 2023 à une réunion commune avec le Comité militaire pour y discuter des possibilités de renforcement de la coopération de fond dans des domaines thématiques choisis. Cet échange a également donné l'opportunité de préparer la rencontre des chefs d'armée de janvier 2024, organisée pour la première fois au format OTAN+PIAG depuis la création du PIAG (cf. chap. 2.6).

2.6 Formats informels de partenariat

Après la décision de la Finlande et de la Suède de rejoindre l'OTAN, les partenaires restants d'Europe occidentale (*Western European Partners*, WEP4 : Irlande, Malte, Autriche, Suisse) ont discuté de la coopération future. À cette fin, les quatre directeurs de la politique de sécurité des WEP4 se sont rencontrés à Bruxelles en décembre 2022, à la suite de quoi les États ont rédigé un « *Non Paper* » détaillant le programme commun mais informel des quatre États partenaires.

Le PIAG est un groupe informel créé en 2015 en dehors des structures de l'OTAN et issu de la *Connected Forces Initiative Task Force* (CFI TF, task force pour l'Initiative d'interconnexion des forces) instaurée par l'OTAN en 2013. Il a pour mission de représenter les intérêts communs des NNN (*Non-NATO Nations* : Australie, Irlande, Nouvelle-Zélande, Autriche, Suisse) vis-à-vis de l'Alliance dans le domaine de l'interopérabilité militaire. La Finlande et la Suède ayant demandé leur adhésion à l'OTAN, ces deux nations sont sorties du PIAG en 2022. Les quatre nations restantes poursuivent le PIAG.

Les nations participant au PIAG disposent d'un accord de sécurité spécial avec l'OTAN permettant également d'échanger des informations classifiées, notamment dans le cadre des *Informal Papers*. Ces documents informels reflètent la perspective des partenaires pour ce qui est de l'utilisation des instruments du partenariat et communiquent des informations et des recommandations se rapportant aux partenaires.

Le PIAG permet à la Suisse d'intensifier ses échanges d'informations importantes et d'utiliser un réseau de cinq États partenaires dotés d'intérêts et de valeurs similaires aux siens, même si les ambitions diffèrent. Membre de l'OTAN, la Belgique assure une fonction de coprésidence et de conseil au sein du *PIAG Working Group*, établissant ainsi un lien formel avec l'Alliance. Ce rôle permet de faire valoir les intérêts du PIAG auprès de l'OTAN et de les soumettre aux Alliés, généralement dans le cadre du Comité militaire. La Belgique a endossé cette fonction dès 2013 dans le cadre de la CFI TF et la conservera à l'avenir. Les contributions et activités du PIAG conduisent ainsi à une structuration des contenus dans la coopération avec l'OTAN.

À l'occasion du symposium à 360° sur les partenariats de l'OTAN (*NATO Partnerships 360 Symposium*) organisé à Genève en 2022, le PIAG a pris en charge, avec la Belgique, un groupe de travail visant à développer l'interopérabilité militaire.

En 2023, le PIAG s'est intéressé en priorité au thème « Atteinte de l'interopérabilité dans le cyberspace ». Avec la participation de l'OTAN, d'autres institutions (en particulier le *Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence* en Estonie) et d'autres États partenaires, les thèmes suivants ont été traités : intégration de considérations cyber dans le processus de planification, cyberinstruments à disposition en soutien de la connaissance de la situation et défis en matière d'interopérabilité dans les opérations de réaction rapide cyberassistées, y compris les réserves d'ordre juridique, une taxonomie commune et la nécessité de s'appuyer sur des prestataires tiers.

Du reste, la mission suisse auprès de l'OTAN a organisé plusieurs manifestations de dialogue informel avec cette dernière, notamment au sujet de l'utilisation de l'intelligence artificielle avec la collaboration du Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP).

2.7 Visites bilatérales et conférences

Après deux reports dus à la pandémie, la Suisse a été le premier État partenaire à organiser durant l'été 2022, à Genève, le *NATO Partnerships 360 Symposium*, qui avait principalement pour but de discuter et développer l'orientation des contenus et de la structure de l'Alliance et de ses partenaires en ce qui concerne les besoins coopératifs communs de sécurité. Il s'agissait du premier rassemblement entre partenaires et Alliés depuis le début de la guerre en Ukraine et l'adoption du nouveau concept stratégique de l'OTAN, dont la mise en œuvre a alors pu être discutée en profondeur. La Suisse a ainsi apporté une contribution essentielle et appréciée à l'encouragement du dialogue entre États partenaires et Alliés. En organisant ce symposium, elle a également renforcé sa dimension d'État partenaire actif, témoigné de son expertise (notamment celle des centres genevois) et assis la position de la Genève internationale comme pôle de discussions en matière de politique de sécurité. En amont de cette manifestation, la Suisse avait aussi mené à Bruxelles un processus de dialogue informel consacré au dialogue politique, au renforcement des capacités, à l'interopérabilité, à la sécurité des personnes et à l'innovation.

Ce symposium a également été l'occasion d'entretiens bilatéraux à haut niveau avec l'OTAN, où l'idée d'un bureau de liaison de l'OTAN avec les organisations internationales implantées à Genève a été directement abordée. La Suisse a participé à l'édition 2023 du Symposium des partenariats à Madrid.

En 2023, la Suisse a de nouveau organisé, en collaboration avec le GCSP, un échange informel (*Chambésy Roundtable*) sur la sécurité européenne dans le but de promouvoir un dialogue ouvert et direct sur l'avenir de l'architecture de sécurité européenne. Cette table ronde était entièrement placée sous le signe de la guerre en Ukraine et de ses lourdes conséquences pour la sécurité actuelle et future en Europe. Outre des représentantes et représentants de haut rang d'États et d'organisations (OSCE, OTAN), des expertes et experts en politique de sécurité y étaient conviés. Pour cette table ronde, la Russie n'était invitée et représentée qu'au niveau des expertes et experts. En dépit des conditions d'organisation difficiles pour de tels dialogues, les États, de même que les expertes et experts participants (OTAN compris), ont salué cette initiative de la Suisse de mise à disposition d'une plateforme à l'écart des projecteurs pour la tenue de discussions ouvertes et directes.

Les *Staff Talks*, à savoir les échanges entre le DFAE, le DDPS et le Secrétariat international (*International Staff*) de l'OTAN au niveau des ambassadeurs, se sont tenus le 11 février 2022 – soit peu avant le début de la guerre en Ukraine. Cette édition des *Staff Talks* a encore montré la forte valeur ajoutée de l'échange d'informations avec l'OTAN pour la politique de sécurité et de défense de la Suisse. Grâce à l'avertissement rapide de l'OTAN concernant le risque de guerre réel, le DFAE a pu mettre en place sa gestion de crise avant même le début de la guerre et procéder à des évacuations partielles de ressortissants suisses.

Plusieurs visites en lien avec l'élaboration du rapport complémentaire au RAPOLSEC 2021 ou avec le débat parlementaire y afférent méritent aussi d'être mentionnées : en mai 2022, le Center for Security Studies (CSS) de l'EPF Zurich a organisé une visite d'information à Bruxelles en vue de l'élaboration de son analyse. En septembre 2022, la cheffe de la politique de sécurité du DDPS a présenté le rapport complémentaire devant le *Deputy Permanent Representatives Committee* (cf. chap. 2.4) et, en janvier 2023, une délégation de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des États s'est rendue à l'OTAN pour s'y renseigner au sujet des possibilités et opportunités de coopération renforcée.

3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)

3.1 Coopération dans les domaines civils

3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense

Durant la période sous revue, la Suisse a poursuivi son soutien à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, ainsi que dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Le but est de promouvoir la mise sous contrôle civil et démocratique de différents organes de sécurité (armée, police et autres services de sécurité) et de lutter contre la corruption. Pour atteindre cet objectif, une initiative de renforcement de l'intégrité (*Building Integrity*) a été lancée en 2007 et un fonds d'affectation spécial a été établi pour la mise en œuvre des projets, que la Suisse a de nouveau soutenu financièrement en 2022.

Le *DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance*, qui a fait œuvre de pionnier pour la RSS, est le principal instrument par lequel la Suisse apporte son expertise et contribue à la mise en œuvre de l'initiative. Cette contribution comprend le soutien à l'élaboration et au développement de lignes directrices dans le domaine de la RSS, la mise à disposition de l'expertise du DCAF pour des missions de conseil et des formations, et une contribution financière générale au fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de l'intégrité du secteur de la sécurité. Durant la période sous revue, la Suisse a par ailleurs renforcé le dialogue entre le *DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance* et l'OTAN au travers de diverses visites de travail à Bruxelles.

La Suisse continue aussi d'apporter son soutien à la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. À cet effet, elle a envoyé une experte pour soutenir la chargée de mission de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité, afin de promouvoir la mise en œuvre de ladite résolution auprès des pays alliés et des partenaires. La Suisse a axé son engagement sur l'effet des nouvelles technologies dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution et financé un projet du Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (*Centre on Well-being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity*, WISE) réalisé en coopération avec l'OTAN. Jusqu'à fin 2023, la Suisse s'est également engagée activement dans le domaine des armes légères et de petit calibre ainsi que du déminage humanitaire en envoyant un expert à Bruxelles. Cette mission a pris fin en décembre 2023 en lien avec des mesures d'économie.

3.1.2 Droit international humanitaire

Durant la période sous revue, la Suisse a poursuivi son engagement en faveur de la formation au droit international humanitaire. Celui-ci portait principalement sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire. En collaboration avec le GCSP et l'OTAN, la Suisse a lancé un projet consacré au thème « *AI Ethics Process* » et visant à sensibiliser les États et les organisations internationales aux principes éthiques de l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle. Les retours positifs ont incité la Suisse et le GCSP à engager une deuxième phase pour ce projet.

3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale

Les fonds d'affectation spéciale du PPP ont deux objectifs : soutenir la réforme du secteur de la sécurité (voir chap. 3.1.1) et aider les pays partenaires à détruire leurs stocks de mines antipersonnel suite à l'adoption de la Convention d'Ottawa (1997), une approche également poursuivie pour la destruction des surplus de munitions, d'explosifs, d'armes légères et de petit calibre, ainsi que pour la sécurité des stocks de ces ressources. En 2021, l'OTAN a adopté une nouvelle directive pour ces fonds d'affectation spéciale afin de répondre à la complexité croissante de la mise en œuvre des projets.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'OTAN donne la priorité au soutien de l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine (*Comprehensive Assistance Package Ukraine*, *CAP Ukraine*). Il s'agit d'un instrument de financement englobant différents projets d'assistance non létale à court, moyen et long termes à destination de l'Ukraine. Devant le Conseil de l'Atlantique Nord en mars 2023 (cf. chap. 2.2), la cheffe du DDPS a annoncé que la Suisse soutenait le *CAP Ukraine* à hauteur de CHF 100 000 pour 2024. Cette annonce a été accueillie très favorablement par les Alliés. La contribution de la Suisse se concentre sur le domaine civil et soutient l'Ukraine dans la révision de sa stratégie de protection civile.

Un projet en Serbie (surveillance de munitions et destruction de munitions anciennes et excédentaires) a été mené à bien en 2022. Un projet en Jordanie (élimination de munitions excédentaires, renforcement des capacités pour la surveillance systématique des munitions et analyse environnementale) a été achevé officiellement en mai 2023 après une visite d'évaluation menée par la Suisse avec des experts dépêchés par l'Espagne et l'OTAN. En Jordanie encore, un projet a également été soutenu dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité, et en Moldavie, un projet consacré à la surveillance des munitions ainsi qu'aux armes légères et de petit calibre.

Durant la période sous revue, les grandes lignes d'un projet pour le renforcement des capacités de défense (*Defence Capacity Building Project*) en Bosnie et Herzégovine ont également été établies. Ce projet est soutenu par la Suisse et la Norvège par le biais d'experts et sera cofinancé à partir de 2024.

3.1.4 Plans civils d'urgence

La planification civile en cas d'urgence de l'OTAN couvre tant l'appui civil aux opérations militaires et l'assistance aux autorités nationales en cas de catastrophe et de situation d'urgence civiles que la protection de la population contre les armes de destruction massive.

Durant la période sous revue, l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a, en coordination avec d'autres organes fédéraux, élaboré l'objectif « civil » Résilience et préparation du secteur civil (*Resilience and Civil Preparedness*) dans l'ITPP, afin de renforcer le dialogue et la collaboration entre la Suisse et l'OTAN dans ce domaine. La Suisse participe depuis lors à certaines sessions du Comité pour la résilience de l'OTAN et, régulièrement, au symposium de l'OTAN sur la résilience. Lors du sommet de Vilnius en 2023, l'Organisation a décidé de développer encore le *CAP Ukraine* à des fins de renforcement de la résilience (cf. chap. 3.1.3). Un concept pour un cours de deux semaines consacré à ce sujet en 2024 est en cours d'élaboration pour la Suisse.

Les activités de l'OFPP et de l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) suspendues depuis la pandémie n'ont pas repris durant la période sous revue au sein du Comité des plans d'urgence dans le domaine civil (*Civil Emergency Planning Committee*, CEPC), du groupe de travail sur la santé, l'agriculture et les denrées alimentaires (*Joint Health Agriculture and Food Group*, JHAFG) et du groupe de travail sur les ressources industrielles et les services de communication (*Industrial Resources and Communications Services Group*, IRCSG). L'élaboration et la mise en œuvre de l'ITPP sont restées prioritaires.

3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises

Durant la période sous revue et après les interruptions liées à la pandémie les années précédentes, la Suisse a de nouveau organisé chaque année, via l'OFPP et avec le soutien du GCSP, le cours de gestion des crises au XXI^e siècle. Cette formation se déroule au Centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg (CFIS). En 2022 et 2023, plus de 25 experts en gestion des catastrophes des États membres de l'OTAN et de la Suisse y ont participé. En 2023, une importante délégation ukrainienne a été accueillie. Celle-ci a renseigné de première main sur les besoins de la population civile et des forces d'intervention. Ces cours

s'inscrivent dans le cadre des activités de l'OTAN visant à faire face aux risques naturels, sociétaux et techniques. Les cours portant sur les conséquences du changement climatique et les dangers naturels associés, les pandémies, les pénuries d'électricité, les conflits armés et l'interdépendance entre les systèmes qui en découle bénéficient d'un soutien accru de l'OTAN.

3.1.6 Autres activités civiles

À l'occasion du sommet de Vilnius en 2023, l'OTAN a fait part de son intention d'ouvrir à Genève un bureau de liaison avec les organisations internationales, similaire à ceux de New York et Vienne. Lors de sa séance du 22 novembre 2023, le Conseil fédéral a approuvé sur le principe l'ouverture de ce bureau. Fin 2023, l'OTAN a déposé auprès de la Suisse une demande officielle d'ouverture du *Liaison Office*. La mise en service est prévue pour l'été 2024, et l'inauguration officielle début 2025. Ce bureau de liaison permettra à l'OTAN d'approfondir ses relations avec les organisations internationales et avec la Genève internationale en tant que lieu de dialogue pour des thématiques liées à la paix et la sécurité.

3.2 Coopération dans les domaines militaires

3.2.1 Amélioration de l'interopérabilité militaire

Au vu de l'impact durable de la guerre en Ukraine sur la sécurité en Europe, le Conseil fédéral entend tourner plus résolument la politique de sécurité et de défense de la Suisse vers la coopération internationale. Il s'agit de l'une des conclusions du RAPOLSEC 2021, qui énumère également des possibilités de renforcement de la coopération en matière de politique de sécurité et de défense, en particulier avec l'OTAN, afin de renforcer la capacité de défense de la Suisse tout en préservant sa neutralité. Cette coopération a pour but d'organiser la défense la plus autonome possible, sans contracter d'engagements incompatibles avec le droit de la neutralité, tout en améliorant l'interopérabilité. Elle se concentre sur la coopération dans la formation et la standardisation, le développement des forces armées et l'armement, mais aussi sur les engagements de promotion militaire de la paix. La coopération dans le domaine cyber s'y est ajoutée ces dernières années. Pour cette coopération renforcée également, le cadre institutionnel reste identique, puisqu'elle s'effectue encore dans le format du PPP.

Durant la période sous revue, l'armée a utilisé les instruments du PPP (exercices, cours, groupes de travail) pour sa propre instruction et pour l'échange de connaissances et d'expérience. Elle a également profité du savoir-faire, des connaissances et de l'expertise des partenaires sur la doctrine militaire et les procédures d'engagement, ainsi que sur les exigences posées dans les domaines du matériel, de l'instruction, du personnel et de l'organisation pour la conduite d'actions militaires. La coopération dans le cadre du PPP est l'instrument central pour améliorer la coopération militaire (interopérabilité), en particulier pour les parties de l'armée qui doivent être en mesure de coopérer au niveau international (p. ex. Forces aériennes ou SWISSINT). Des moyens interopérables et des procédures standardisées sont indispensables pour la coopération avec d'autres États. La coopération dans la formulation et le développement de normes communes est donc importante pour l'armée. Dans ce contexte, le processus de planification et d'examen (*Planning and Review Process*, PARP) a également été poursuivi et le cycle de planification 2022 a été achevé avec l'examen de l'état de réalisation des objectifs de partenariats convenus en 2021 (*PARP Assessment*). En 2023, le PARP a été transféré dans le nouvel ITPP.

La coopération multilatérale en matière d'instruction est importante pour l'armée afin d'améliorer sa capacité à collaborer dans des domaines spécifiques. Les cours et les modules de formation proposés par le Partenariat sont donc principalement utilisés pour la formation continue du personnel professionnel et pour l'instruction militaire de spécialistes. Les exercices permettent d'évaluer les propres aptitudes et capacités, par exemple d'examiner les processus de travail de commandement, de conduite et d'état-major, la doctrine militaire et les procédures d'engagement, les moyens techniques et les capacités de coopération. Les

exercices sont principalement utilisés par l'armée pour tester l'équipement technique, acquérir une expérience individuelle et garantir l'interopérabilité militaire dans des opérations de promotion de la paix.

En guise d'instrument supplémentaire de coopération militaire, d'instruction et d'échange de savoir-faire, de connaissances et d'expériences, l'armée a détaché temporairement cinq représentants auprès de quartiers généraux ou d'institutions de l'OTAN : un officier au quartier général stratégique militaire du Commandement allié Opérations (*Allied Command Operations*, ACO) à Mons en Belgique, deux officiers de liaison à l'ACO et au quartier général Commandement allié Transformation (*Allied Command Transformation*, ACT) à Norfolk aux États-Unis, deux sous-officiers supérieurs à l'École de l'OTAN (*Nato-Schule*) à Oberammergau en Allemagne, et un collaborateur civil au *George C. Marshall European Center for Security Studies* à Garmisch-Partenkirchen en Allemagne.

3.2.2 Coopération dans des domaines spécifiques

Réseau de mission fédéré (*Federated Mission Networking*)

En 2022 et 2023, la participation au programme de réseau de mission fédéré (*Federated Mission Networking*, FMN) a été poursuivie. Le FMN permet à l'Armée suisse de regrouper différentes capacités militaires au sein d'une formation d'engagement multinationale lorsque cela est nécessaire, par exemple dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Aucun engagement n'est pris à cet égard, mais il est ainsi garanti que les systèmes, la technologie, les processus et les rôles de la Suisse sont parés pour de telles interventions conformément aux normes communes. L'armée a pu mener à bien l'examen des capacités selon les prescriptions du FMN (services IT) dans l'exercice *Coalition Warrior Interoperability eXploration, eXperimentation, eXamination eXercise* (CWIX) aux niveaux technique et procédural.

Concept de nation-cadre (*Framework Nations Concept*)

Initié par l'Allemagne, le concept de nation-cadre (*Framework Nations Concept*, FNC) offre une plateforme permettant à un groupe de pays de se réunir afin de soutenir le maintien et le développement de capacités existantes, ainsi que l'harmonisation du développement capacitaire futur. L'objectif de l'OTAN est de pouvoir déployer à moyen terme des troupes dotées de toutes les capacités critiques nécessaires. L'approche flexible du concept, la possibilité de déterminer le niveau d'implication et le choix ciblé de partenaires ont permis d'identifier un potentiel de coopération pour la Suisse. La participation de l'armée aux activités du FNC dans les domaines de la protection NBC et du *Host Nation Support* s'est poursuivie durant la période sous revue. Le 13 octobre 2022, la cheffe de la politique de sécurité du DDPS a représenté la Suisse à la rencontre internationale des ministres de la Défense FNC à Bruxelles. Le 12 octobre 2023, elle a pris part à la rencontre des ministres de la Défense FNC à l'occasion du dixième anniversaire du FNC à Bruxelles (cf. chap. 2.2).

Centre d'excellence pour la cybergdéfense en coopération (*Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence*)

La participation de la Suisse au Centre d'excellence pour la cybergdéfense en coopération (*Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence*, CCDCoE) en Estonie s'est poursuivie, avec la collaboration d'une représentante et d'un représentant du DDPS dans différents projets du CCDCoE. Ce partenariat institutionnalisé permet à la Suisse de bénéficier de toute l'offre du centre en matière de recherche dans les domaines tant militaires que civils.

3.2.3 Offres en matière de formation et programmes de soutien régionaux

L'armée suisse a organisé au total 40 formations de 22 cours d'instruction PPP en 2022 et 2023 (cf. chap. 5.1). Les cours étaient axés essentiellement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et militaires, le déminage humanitaire et la

formation à la communication. Les cadres sont autant que possible formés selon le principe de la formation des formateurs (*train the trainers*). Plusieurs militaires ukrainiens ont suivi les cours de déminage proposés.

Sous l'égide du PPP, l'OTAN a créé en 1999 le concept des centres de formation et d'entraînement des partenariats (*Partnership Training and Education Centres*, PTEC). Il s'agit d'un réseau mondial d'institutions proposant des cours et des séminaires à destination du personnel tant civil que militaire des pays de l'OTAN et des pays partenaires. Ces établissements reconnus par l'OTAN ont vocation à améliorer le professionnalisme et l'interopérabilité par le biais de l'organisation de cours et de formations. Il s'agit d'un élément central de l'OTAN pour renforcer la stabilité et la résilience des Alliés et des partenaires. Les PTEC contribuent au partage des connaissances, au renforcement des capacités et à l'innovation. Ils collaborent en grande partie avec d'autres organisations internationales telles que l'UE, l'Union africaine et les Nations Unies afin d'identifier les synergies potentielles.

Le réseau des PTEC compte actuellement 34 centres dans 37 domaines. 18 d'entre eux sont établis dans des pays de l'OTAN et 16 dans 14 pays partenaires. La Suisse compte actuellement deux de ces centres reconnus par l'OTAN : le *Peace Support Operations Training Centre Swiss Armed Forces International Command* (PSO TC SWISSINT) et le GCSP.

3.2.4 Coopération en matière d'armement et de recherche

Les intérêts de l'armée et d'armasuisse dans le domaine de l'armement sont représentés par la participation à la Conférence des directeurs nationaux de l'armement (*Conference of National Armaments Directors*, CNAD) et à ses groupes de travail subordonnés, ainsi qu'aux structures connexes de l'OTAN. Les réunions annuelles au niveau des directeurs de l'armement se concentrent sur l'échange de connaissances en matière de technologie militaire et sur la nécessité d'un développement et d'une acquisition d'armements rentables. Durant la période sous revue, la coopération dans ce domaine a pu être fixée par un objectif de partenariat dans l'ITPP. Le directeur général de l'armement a également participé aux deux réunions ouvertes à la Suisse. Lorsque cela est dans l'intérêt du DDPS, des spécialistes de l'armée et d'armasuisse participent à des groupes de travail et à des projets qui portent par exemple sur des essais communs ou sur l'élaboration de normes militaires. Ces dernières sont essentielles pour garantir la capacité de coopération militaire avec les forces armées des pays de l'OTAN (interopérabilité) et doivent aider à réduire la complexité, les coûts et les délais de développement des armements.

armasuisse entretient également des relations avec l'Agence de soutien et d'acquisition (*NATO Supply and Procurement Agency*, NSPA) et l'Agence de communication et d'information (*NATO Communications and Information Agency*, NCIA) de l'OTAN. Durant la période sous revue, armasuisse a préparé une demande de participation au *NSPA Support Partnership* pour le système de défense sol-air Patriot, tandis que divers projets de moindre envergure ont pu être mis en œuvre avec la NCIA. L'industrie suisse peut participer à des projets de recherche de l'OTAN dans le cadre du groupe consultatif industriel de l'OTAN (*NATO Industrial Advisory Group*, NIAG). Par ailleurs, l'industrie peut se tenir informée des projets et possibilités actuels de coopération dans le cadre du Forum OTAN-Industrie (*NATO Industry Forum*, NIF).

La Suisse continue de participer à des projets et forums de recherche dans le cadre de l'Organisation pour la science et la technologie (*Science and Technology Organization*, STO) de l'OTAN, ce qui lui permet d'échanger des informations et des expériences. Cela renforce l'expertise d'armasuisse au profit de l'armée et peut contribuer à réduire les risques technologiques et financiers liés à la durée de vie du matériel de l'armée. La collaboration de l'OTAN en matière de recherche est assurée par armasuisse et par des instituts de recherche et des entreprises mandatés par elle. Là encore, un objectif de partenariat a pu être ancré dans l'ITPP durant la période sous revue. Dans le domaine de la recherche, le développement efficace des compétences n'est généralement possible que de manière multilatérale, car c'est justement dans le domaine scientifique et technologique que la

plupart des pays européens misent presque entièrement sur la coopération multilatérale. La coopération au niveau bilatéral n'est souvent possible que dans certains domaines de niche.

Les activités menées dans le cadre des groupes de travail multilatéraux sont également l'occasion de développer des compétences en matière d'évaluation des technologies, qui peuvent être centrales dans les projets d'acquisition à venir.

4. Activités des centres genevois

4.1 Centre de politique de sécurité (GCSP)

Le GCSP est l'un des deux PTEC certifiés de Suisse (cf. chap. 3.2.3). En sa qualité de PTEC, le GCSP défend ses intérêts dans le groupe des centres d'entraînement certifiés du PPP, ainsi qu'au sein du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du PPP (*Partnership for Peace Consortium of Defence Academies and Security Studies Institutes*, PfPC) dans le cadre du Partenariat. Les années 2022 et 2023 ont vu une reprise des activités en face-à-face et un retour à la normale.

PTEC

Les activités du PTEC ont repris. Le GCSP a été représenté à l'évènement Marketplace du PTEC à Bruxelles en 2022. Il n'a pas participé au PTEC Conference of Commandants en 2022 et 2023 pour des motifs d'opportunité.

Groupement PPP (PfP-Consortium, PfPC)

Depuis 2019, un collaborateur du DDPS délégué au GCSP représente la Suisse au Groupement PPP. Le GCSP assure également la co-présidence du groupe de travail sur les défis sécuritaires émergents (*Emerging Security Challenges Working Group*, ESCWG) au sein du PfPC. Ce groupe de travail a continué son travail exploratoire et d'analyse des problématiques liées à la guerre hybride qui avait été initié dès 2017. En 2022 et 2023, plusieurs conférences internationales ont été organisées et leurs conclusions ont été intégrées dans des concepts de travail de l'OTAN.

Activités du GCSP dans le cadre du PPP

L'offre de formation du GCSP compte près de 70 cours, dont le cours d'instruction de huit mois sur la politique de sécurité (*Leadership in Security Course*, LISC), le cours de deux mois sur la politique européenne de sécurité (*European Security Course*, ESC), ainsi que le cours de deux mois sur les nouveaux défis en matière de politique de sécurité (*New Issues in Security Course*, NISC). Depuis 1995, ces trois cours peuvent être suivis par des représentants des États membres de l'OTAN et des États du Partenariat. En 2022 et 2023, le GCSP a proposé, en modes virtuel, hybride ou en face-à-face, plus de 70 cours de courte durée répondant à des besoins spécifiques en matière de formation.

Durant la période sous revue, les cours d'orientation pour les attachés de défense et les civils travaillant dans le domaine de la diplomatie militaire ont été couronnés de succès. Ces cours sont très souvent organisés en collaboration avec d'autres PTEC situés à l'étranger, les collaborateurs locaux bénéficiant du soutien du GCSP pour leur planification, leur réalisation et leur suivi.

Les cours annuels PPP à l'intention des officiers généraux internationaux (*Annual Senior Officers' Seminar*) proposés par le GCSP en 2022 et en 2023 ont été couronnés de succès.

Aux côtés du DFAE, le GCSP a organisé le troisième symposium des partenariats de l'OTAN du 11 au 13 juillet 2022 à la Maison de la Paix à Genève (cf. chap. 2.7).

Global Fellowship Initiative

Avec son programme de bourses *Global Fellowship Initiative*, le GCSP propose des séjours de plusieurs mois aux spécialistes de la sécurité et aux décideurs politiques. Pendant la pandémie, cette initiative a été proposée en virtuel. Des experts de l'OTAN profitent régulièrement de cette offre. Outre certaines activités de réseautage organisées spécifiquement pour les *Fellows* du GCSP au sein de la Genève internationale, ces experts suivent ou participent à toutes les formations et activités du Centre. Ils ont également accès aux différentes publications du GCSP et peuvent y contribuer. Le GCSP a également un réseau d'experts de renommée internationale. Certains experts sont en résidence au GCSP, d'autres experts associés transitent quotidiennement par le Centre. Les *Fellows* ont donc un accès privilégié à ces personnes qui elles, sont ravies d'échanger avec eux sur leurs acquis. Enfin, la *Global Fellowship Initiative* organise régulièrement des événements réservés à ses *Fellows*. Il peut s'agir de petits-déjeuners, de déjeuners ou de dîners de

réseautage ou encore de sessions informatives données par les *Fellows* ou les experts du GCSP, voire de sessions de brainstorming destinées à renforcer certains projets sur lesquels travaillent les *Fellows*.

Plus d'informations sur www.gcsp.ch.

4.2 DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance

Le DCAF - *Geneva Centre for Security Sector Governance* poursuit les objectifs du PPP en soutenant les efforts des institutions de défense et de sécurité des pays partenaires dans le but d'harmoniser leurs politiques et leurs pratiques avec les normes et les principes de gouvernance démocratique, de l'État de droit et du respect des droits humains. Par le biais du renforcement des capacités et du conseil politique, le DCAF aide les institutions de sécurité de pays en cours de transition démocratique à adopter et mettre en œuvre des politiques et des procédures transparentes servant les intérêts de la population, tout en renforçant la résilience institutionnelle de sorte qu'il soit possible de relever plus efficacement les défis en matière de sécurité.

En 2022 et 2023, le DCAF a coopéré avec des pays partenaires d'Europe de l'Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale afin de les aider à mettre en œuvre leurs objectifs individuels en matière de PPP.

Le DCAF a renforcé sa coopération bilatérale avec l'Ukraine en réponse à la forte aspiration du pays à rester sur la voie des réformes démocratiques. Le dialogue politique mené avec le Parlement ukrainien a continué de soutenir son rôle législatif pendant l'état d'urgence. Le DCAF a organisé des discussions politiques régulières en Ukraine et en Suisse sur des thèmes tels que le respect des droits humains, les approches de justice militaire, les obligations relevant du droit international humanitaire (DIH), le contrôle des armes légères et autres.

Une coopération extensive a été déployée avec le Bureau du médiateur en Ukraine afin de mettre l'accent sur la protection des droits humains dans les délibérations parlementaires. Un projet collaboratif avec le Ministère de la défense et la société civile a été lancé pour diffuser les normes de DIH auprès des forces armées ukrainiennes.

Les droits humains des membres des forces armées ont été un thème important de dialogue et de coopération avec la société civile et les secteurs de la défense de la Géorgie, de l'Arménie, de la Moldavie, de l'Azerbaïdjan, du Kirghizistan, de l'Ukraine et du Tadjikistan. L'accent était principalement mis sur la promotion des droits des conscrits. Outre le dialogue direct mené avec les institutions de défense, le DCAF a soutenu des organisations locales de la société civile dans leurs efforts de surveillance des droits des conscrits dans les formations militaires et de partage des découvertes avec les institutions de défense dans le cadre d'ateliers de dialogue nationaux. Cette initiative a déjà contribué à l'amélioration des cadres normatifs correspondants en Géorgie et en Ukraine.

Le DCAF a élargi ses initiatives en faveur du renforcement de l'intégrité dans le secteur de la défense. Il a contribué à l'élaboration du second volume du recueil de l'OTAN « Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense » (*NATO Compendium on Building Integrity and Reducing Corruption in Defence*) qui sera bientôt publié. Outre la collaboration extensive entretenue avec les Ministères de la défense de la Géorgie et la Moldavie, le DCAF a engagé des consultations avec le Ministère de la défense ukrainien dans le but de soutenir les efforts visant à promouvoir l'intégrité et à lutter contre la corruption dans le secteur de la défense.

Le DCAF a coopéré avec les autorités nationales géorgiennes afin de développer une approche stratégique de la santé mentale au sein des forces armées. En plus d'encourager la création d'un programme stratégique global au Ministère de la défense, le DCAF a soutenu l'élaboration d'initiatives internes de sensibilisation et de renforcement des capacités visant à améliorer la résilience générale du personnel dans le domaine de la santé mentale.

L'encouragement de la formation à la défense est une priorité importante du PPP. Dans ce domaine, le DCAF a développé des cours sur l'éthique et l'intégrité de la défense, les droits humains des membres des forces armées et l'analyse des conflits. Ces cours ont été organisés à la demande des écoles de défense et écoles militaires de l'Ukraine, du Kirghizistan, de la Géorgie et de la Moldavie. En plus de dispenser des cours, le DCAF a soutenu le transfert et l'intégration de ses programmes d'études dans les programmes nationaux. Ce travail a été accompli en coopération avec le programme OTAN de renforcement de la formation « défense » (*NATO Defence Education Enhancement Programme, DEEP*).

Avec les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, l'Autriche et la Suède, la Suisse est membre fondateur du Groupement du Partenariat pour la paix (PfPC). Le DCAF préside le groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité (*Security Sector Reform Working Group, SSR-WG*) du PfPC. Ce SSR-WG a favorisé le dialogue régional entre les membres de la défense et les comités de sécurité des parlements nationaux du PPE d'Europe de l'Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, favorisant les échanges entre pairs concernant l'évolution du rôle des parlements dans le contrôle de la politique de sécurité nationale. Le SSR-WG a également réuni des organisations de la société civile opérant dans la recherche en politique et le contrôle civil dans ces régions, dans le but de renforcer leur capacité à constituer des interlocuteurs actifs et des défenseurs de réformes inclusives et participatives.

Le DCAF a renforcé la collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (*NATO Parliamentary Assembly, AP-OTAN*), en participant à l'organisation et à l'animation de séminaires *Rose Roth* régionaux et thématiques. Le DCAF et l'AP ont mené à bien une étude commune dédiée au contrôle parlementaire des opérations internationales, tirant des enseignements d'une analyse comparative du rôle joué par les parlements dans le contrôle de telles opérations qui disposent d'une pertinence identique pour les parlements des pays partenaires et alliés.

De plus amples informations sont disponibles sous www.dcaf.ch.

5. Annexe

5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse

Cours	Participants/Nations	
	2022	2023
Winter Mountain Training Course (WMTC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours d'hiver sur la montagne propose aux participants une formation sur la thématique de l'organisation d'opérations de recherche et de sauvetage.	2/1	1/1
Mine Action Information Management Qualification at IMSMA Core Administrator <i>Organisation / réalisation : DDPS/CIDHG</i> Ce cours a pour objectif de proposer des informations adaptées aux décideuses et décideurs du déminage humanitaire pour étayer leurs décisions. Il est étroitement lié au concept de prise de décision fondée sur des données probantes du domaine de la gestion de la qualité.	12/10	22/34
NCO Advanced Leadership Course in a Multinational Environment (NCO Adv) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours de perfectionnement est destiné aux officiers et au personnel civil qui ont déjà été engagés en tant que <i>public affairs / press and information officers</i> et sont pressentis pour travailler à un échelon supérieur. Ceux-ci y apprennent à appuyer les commandants dans la planification, l'organisation et l'évaluation de conférences de presse réalisées dans des conditions difficiles.	56/22	57/24
United Nations Humanitarian Civil-Military Coordination (UN-CMCoord) Skills Training <i>Organisation / réalisation : DDPS/OCHA</i> Ce cours forme les forces d'intervention d'opérations de coordination civiles et militaires de l'ONU à contribuer à l'efficacité des missions internationales d'urgence en encourageant et en mettant à profit des relations humanitaires/militaires adaptées et efficaces.	45/22	48/19
PfP Media & Communication Management Course, Basic Level <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours de base s'adresse aux officiers et au personnel civil pressentis pour une activité dans le domaine Public Affairs/Communication. Ils apprennent comment réaliser des conférences de presse dans des conditions difficiles, comme par exemple lors d'opérations de promotion de la paix ou d'interventions dans le cadre de l'aide en cas de catastrophe.	10/8	11/7
Non-Commissioned Officers Intermediate Leadership Course (NCO Interm) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours de niveau avancé pour sous-officiers supérieurs prépare les participants à assumer un commandement à l'échelon d'une unité multinationale, à épauler et à conseiller leurs supérieurs, ainsi qu'à promouvoir la responsabilité et l'éthique à l'armée, tout en améliorant leurs capacités de conduite et de communication.	56/21	60/27
Workshop on Military Medical Ethic <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> L'objectif de cet atelier est de rassembler des personnes d'horizons différents et de leur donner la possibilité d'échanger leurs expériences	16/10	8/5

et leurs connaissances spécialisées concernant certaines problématiques ou questions éthiques afin de déterminer comment agir (autrement) dans des situations comparables à l'avenir.		
United Nations Civil-Military Preparedness and Response Effectiveness Programme (PREP) Course <i>Organisation / réalisation : DDPS/OCHA</i> Le cours de formation PREP se concentre sur l'interopérabilité de différents mécanismes de préparation et de réponse (<i>Preparedness and Response</i>) de l'ONU tout au long du cycle de programme humanitaire, avec une attention particulière portée à la coordination et la gestion de l'information en tant qu'éléments clés.	23/20	-
Swiss United Nation Military Observer Course (SUNMOC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours d'introduction est destiné aux futurs observateurs des engagements de l'ONU. Outre la connaissance des structures internationales, il vise à améliorer l'aptitude à communiquer, à gérer les problèmes de sécurité et à interagir avec les médias.	28/10	36/19
Summer Mountain Training Course <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours alpin estival propose aux participants une formation sur le thème du déplacement et de la survie en haute montagne dans des conditions difficiles. Il propose une formation sur le thème de l'organisation et de la réalisation d'opérations de recherche et de sauvetage.	13/4	-
Mine Action Managers Course <i>Organisation / réalisation : DDPS/CIDHG</i> Ce cours vise à améliorer et développer les connaissances et les expériences des participants en matière de planification, de réalisation, de surveillance, d'appréciation et d'évaluation efficaces et efficaces des programmes de déminage.	27/18	28/18
Non-Technical Survey Training Course (NTS) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours intensif de dix jours vise à améliorer les compétences en matière d'enquêtes non techniques (<i>Non-Technical Survey</i>) des autorités nationales chargées du déminage ainsi que des organes d'exécution et autres acteurs nationaux et internationaux tels que l'armée ou la police. Il s'adresse à des collaborateurs engagés sur le terrain et à des cadres moyens ou supérieurs souhaitant élargir leurs connaissances, notamment dans le domaine des enquêtes, et apprendre les bonnes pratiques en la matière.	22/16	21/16
International Humanitarian Law and Military Medicine Ethics in Armed Conflicts (LoACMME) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours familiarise les officiers et les membres des services médicaux et juridiques des forces armées avec les règles et les principes du droit des conflits armés et de l'éthique médicale militaire en temps de conflit armé.	14/9	24/13
Ammunition and Staff Assessment Visit Course (ASAVC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> L'objectif de ce cours est de présenter les principes de base de gestion et de sécurité des sites de stockage de munitions conformément aux normes internationales et aux meilleures pratiques. En outre, le cours	22/11	21/10

fournit aux participants les connaissances de base afin de mener des visites de vérification sur les sites de stockage de munitions.		
Explosive Ordnance Risk Education (EORE) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours apprend aux participants à identifier des moyens de combat en fonction de leur catégorie (système d'armes), du type d'ogive et des dangers inhérents. Il traite également du comportement à adopter dans un secteur d'engagement (ou d'opération) contaminé par des munitions non explosées ou abandonnées, des engins explosifs improvisés ou des mines terrestres.	15/8	21/12
Integrated Mine Action Programmes for Better Results <i>Organisation / réalisation : DDPS/UNICEF/CIDHG</i> Ce cours met l'accent sur la compréhension du déminage humanitaire intégré et de la gestion axée sur les résultats, mais aussi sur la transmission d'aptitudes pratiques pouvant être appliquées par les participants à leur retour au poste de travail. Ce cours n'abordera la théorie que lorsque cela est nécessaire pour étayer les aspects pratiques.	-	22/17
Introductory Course Peace Support Operations (ICPSO) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours de base pour l'engagement en faveur de la paix vise à donner aux participants les principaux instruments et compétences et à les préparer à un engagement international sur le terrain.	58/1	86/1
Military Medical Personnel Course for the Balkan Area (MMPC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours de préparation à un engagement dans les Balkans permet au personnel médical militaire de se perfectionner en techniques invasives d'urgence et mesures immédiates pour sauver des vies. De plus, il aide les participants à élaborer leur propre documentation d'instruction et d'entraînement.	34/7	50/21
International Mine Action Standards (IMAS) and Conformance <i>Organisation / réalisation : DDPS/CIDHG</i> Ce cours donne un aperçu des normes internationales en matière de déminage humanitaire, en accordant une attention particulière à leur mise en œuvre dans les États concernés.	24/17	20/14
PfP Leadership & Communication during a crisis, Advanced Level <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours de niveau avancé s'adresse aux officiers et au personnel civil qui ont déjà opéré dans le domaine Public Affairs/attaché de presse/préposé à l'information. Ceux-ci apprennent à soutenir les commandants dans la planification et la réalisation de mesures, et à organiser des conférences de presse dans des conditions difficiles.	9/6	14/10
Explosive Ordnance Reconnaissance (EOR) for non-EOD personnel <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours apprend aux participants à identifier des moyens de combat en fonction de leur catégorie (système d'armes), du type d'ogive et des dangers inhérents. Il traite également du comportement à adopter dans un secteur d'engagement (ou d'opération) contaminé par des munitions non explosées (<i>Unexploded Ordnance</i>, UXO) ou abandonnées (<i>Abandoned Ammunition</i>, AXO), des engins explosifs improvisés (IED) ou des mines terrestres.	15/8	-

Tactical Combat Casualty Care Provider (TCCC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i> Ce cours vise à développer les compétences médicales basiques nécessaires à la prise en charge des blessés en situation de combat.	25/10	25/12
--	-------	-------

5.2 « Host Nation Support » accordé par la Suisse (à partir de 20 personnes)

Manifestation	Date / lieu	Participants
FMN CPWG <i>Séance de groupe de travail</i> Federated Mission Networking (FMN) Capability Planning Working Group (CPWG)	14-19.03.2022	39
JCBRND-CDG (PPP and HMP) <i>Séance de groupe de travail</i> Joint CBRN Defence Capability Development Group (JCBRND-CDG) Physical Protection Panel (PPP) and Hazard Panel (HMP)	25-28.04.22 PPP 02-05.05.22 HMP	34 PPP 23 HMP
FMN CIAV <i>Séance de groupe de travail</i> Federated Mission Networking (FMN) Coalition Interoperability Assurance and Validation Working Group (CIAV WG)	25-29.07.2022	132
OSINT <i>Cours de formation</i> Open-Source Intelligence Course (OSINT)	02-11.08.2022	31
MSIAC MSPG-SC <i>Séance de groupe de travail</i> NATO Munitions Safety Information Analysis Center (MSIAC) Strategic Planning Group (MSPG) and Steering Committee (SC)	11-14.10.2022	23
LOWG <i>Séance de groupe de travail</i> NATO Land Operations Working Group (LOWG)	17-20.10.2022	57
NDC SC142-FS <i>Voyage d'étude</i> NATO Defense College (NDC) Senior Course (SC) 142, Field Study (FS)	29-31.05.2023	108
AMDWG <i>Séance de groupe de travail</i> NATO Aeromedical Working Group (AMDWG)	12-15.06.2023	26
CC 23 FPC <i>Conférence de planification</i> Cyber Coalition (CC) Final Planning Conference (FPC)	31.10-03.11.2023	105
TDGG <i>Séance de groupe de travail</i> NATO Transport of Dangerous Goods (TDGG) Working Group	28-30.11.2023	24

5.3 Exercices effectués dans le cadre du PPP

Exercice	Participants suisses	
	2022	2023
VIKING 22 <i>Exercice d'état-major en Suède et en Finlande</i> L'exercice a été organisé tous les deux à quatre ans au printemps en Suède. Il s'agissait d'un exercice d'état-major dans lequel les participants étaient entraînés à relever des défis d'opérations de gestion de crise et de promotion de la paix multidimensionnelles actuelles et futures. Il englobait la planification et la conduite de missions mandatées par les Nations Unies dans un environnement instable, sur la base d'une approche globale, en se focalisant sur la coopération et la coordination entre tous les acteurs impliqués.	25 en Suède 6 en Finlande	Pas de réalisation
CYBER COALITION 22/23 <i>Exercice de cyberdéfense à Tallinn (Estonie)</i> L'exercice avait pour but d'améliorer l'interopérabilité entre l'OTAN, ses membres et pays partenaires. L'accent a été mis sur les procédures techniques et opérationnelles ainsi que sur le processus de prise de décision. Pour la Suisse, le test de certains composants dans le cadre du réseau de mission fédéré était au premier plan.	4 sur place 25 en Suisse	2 sur place 25 en Suisse
CROSSED SWORDS 22/23 <i>Exercice technique de cyberdéfense du Centre d'excellence de l'OTAN pour la cyberdéfense en coopération (CCDCoE) à Tallinn (Estonie)</i> L'exercice a permis de préparer les équipes de cyberattaque, qui ont ensuite participé à l'exercice subséquent LOCKED SHIELDS.	1	2
LOCKED SHIELDS 22/23 <i>Exercice technique de cyberdéfense du CCDCoE à Tallinn (Estonie)</i> L'exercice avait pour but de vérifier techniquement les cybercapacités des équipes d'attaque et de défense dans un environnement fictif, y compris la clarification de questions de droit international.	6 sur place 53 en Suisse	40 sur place
CWIX 22/23 <i>Exercice technique de cyberdéfense à Bydgoszcz (Pologne)</i> L'exercice <i>Coalition Warrior Interoperability eXploration, eXperimentation, eXamination, eXercise</i> (CWIX) est organisé chaque année en juin en Pologne. Il s'agit d'une plateforme technique d'exercice et de vérification visant à améliorer en continu l'interopérabilité des systèmes de conduite de l'OTAN et des États partenaires. Pour la Suisse, le test de certains composants dans le cadre du réseau de mission fédéré (<i>Federated Mission Networking</i>) est au premier plan.	16	22 sur place 1 en Suisse
BOLD QUEST 22/23 <i>Développement de capacités, Nordso Airport (Danemark)</i> Cet exercice organisé chaque année est un examen technique permettant aux nations participantes de présenter et d'analyser leurs services et programmes de développement de capacités.	Pas de participation	17
TACET VENARI 22/23 <i>Exercice de cyberdéfense à Ramstein avec US EUCOM (Allemagne)</i>	4	6

Cet exercice est organisé jusqu'à quatre fois par an en Allemagne. Il s'agit d'un exercice de cybersécurité dans lequel les forces aériennes s'entraînent à identifier et détecter les cybermenaces, puis à y réagir.		
---	--	--

5.4 Autres manifestations

Manifestation	Participants/Nations	
	2022	2023
NATO Partnerships 360 Symposium (Symposium à 360° sur les partenariats de l'OTAN) <i>Organisation / réalisation : DFAE/GCSP</i>	251/54	--/--
Table ronde de Chambésy sur la sécurité dans l'espace est-européen <i>Organisation / réalisation : DFAE/GCSP</i>	--/--	23/12

5.5 Finances

Activités du DDPS	Montant (en CHF)		Activités DFAE	Montant (en CHF)	
	2022	2023		2022	2023
Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	1 171 435	780 811	Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	287 554	339 566
Participations de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	1 007 199	799 022			
Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	878 908	1 299 906	Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	172 000	190 000
Délégations (Mission suisse auprès de l'OTAN, à Bruxelles, et militaires de carrière en poste à l'OTAN)	515 686	364 299			
Dépenses du DDPS	3 573 228	3 244 038	Dépenses du DFAE	459 554	529 566
Dépenses totales 2022				4 032 782	
Dépenses totales 2023				3 773 604	
Dépenses totales 2022/2023				7 806 386	

5.6 Abréviations

ACO	Allied Command Operations ou Commandement allié Opérations
ACT	Allied Command Transformation ou Commandement allié Transformation
OFPP	Office fédéral de la protection de la population
OFAE	Office fédéral pour l’approvisionnement économique du pays
CAP	Comprehensive Assistance Package ou Ensemble complet de mesures d’assistance
CCDCoE	Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence ou Centre d’excellence pour la cyberdéfense en coopération
CEPC	Civil Emergency Planning Committee ou Comité des plans d’urgence dans le domaine civil
CFI TF	Connected Forces Initiative Task Force ou Task force Initiative d’interconnexion des forces
CNAD	Conference of National Armaments Directors ou Conférence des directeurs nationaux des armements
DCAF	DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance
DEEP	Defence Education Enhancement Programme ou Programme de renforcement de la formation « défense »
EAPC	Euro-Atlantic Partnership Council ou Conseil de partenariat euro-atlantique CPEA
CFIS	Centre fédéral d’instruction de Schwarzenburg
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
EDT	Emerging Disruptive Technologies ou Technologies émergentes/de rupture (TE/TR)
ESCWG	Emerging Security Challenges Working Group ou Groupe de travail sur les défis sécuritaires émergents
ESSI	European Sky Shield Initiative ou Initiative « bouclier du ciel européen »
EUCOM	European Command ou Commandement des forces des États-Unis en Europe
FMN	Federated Mission Networking ou Réseau de mission fédéré
FNC	Framework Nations Concept ou Concept de nation-cadre
GCSP	Geneva Centre for Security Policy ou Centre de politique de sécurité – Genève
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire – Genève
IHL	International Humanitarian Law ou Droit international humanitaire (DIH)
ITPP	Individually Tailored Partnership Programme ou Programme de partenariat individualisé
IRCSG	Industrial Resources and Communications Services Group ou Groupe de travail sur les ressources industrielles et les services de communication
JHAFG	Joint Health Agriculture and Food Group ou Groupe de travail sur la santé, l’agriculture et les denrées alimentaires
KFOR	Kosovo Force ou Force pour le Kosovo
LISC	Leadership in Security Course
MENA	Middle East and North Africa ou Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO)
MC	Military Committee ou Comité militaire (CM)
CAN	Conseil de l’Atlantique Nord
OTAN	Organisation du traité de l’Atlantique Nord

NCIA	NATO Communications and Information Agency ou Agence de communication et d'information de l'OTAN
NIAG	NATO Industrial Advisory Group ou Groupe consultatif industriel de l'OTAN
NIF	NATO Industry Forum ou Forum OTAN-Industrie
NISC	New Issues in Security Course ou Cours sur les nouveaux défis en matière de politique de sécurité
NNN	Non-NATO Nations ou Nations hors OTAN
NPA	NATO Parliamentary Assembly ou Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)
NSPA	NATO Support and Procurement Agency ou Agence d'approvisionnement et d'acquisition de l'OTAN
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PARP	Partnership for Peace Planning and Review Processus ou Partenariat pour le processus de planification et d'examen du PPP
PPP	Partenariat pour la paix
PfPC	Partnership for Peace Consortium ou Groupement du Partenariat pour la paix
PIAG	Partner Interoperability Advocacy Group ou Groupe de conseil sur l'interopérabilité des partenaires
PTEC	Partnership Training and Education Centres ou Centres de formation et d'entraînement des partenariats
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
STO	Science and Technology Organization ou Organisation pour la science et la technologie
SWISSINT	Swiss Armed Forces International Command ou Centre de compétences de l'Armée suisse pour les engagements à l'étranger
TC	Training Centre ou Centre d'entraînement
US	États-Unis
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
WEF	World Economic Forum ou Forum économique mondial
WEP	Western European Partners ou Partenaires d'Europe occidentale
WISE	Centre on Well-being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity ou Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances

5.7 Liens

Partenariat pour la paix (PPP), site suisse www.pfp.admin.ch
DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance www.dcaf.ch
Centre de politique de sécurité – Genève (Geneva Centre for Security Policy) www.gcsp.ch
Mission suisse auprès de l'OTAN : www.eda.admin.ch/missions/mission-nato-brussels/fr/home.html